

Mars 2013

Pourquoi la France doit rester en dehors du drame syrien ?

Par Roland Lombardi, consultant indépendant, associé au Groupe d'analyse de JFC Conseil

La France, par la voix de son Président et de son ministre des Affaires étrangères, vient d'annoncer sa volonté d'enfreindre, si nécessaire, l'embargo de l'Union européenne sur la livraison d'armes à destination de l'opposition syrienne.

Si cette solution peut paraître, d'un point de vue moral, séduisante, il n'en reste pas moins qu'elle peut s'avérer fort critiquable au regard des réalités du terrain et des évolutions de ce conflit depuis maintenant deux ans.

En effet, le drame syrien ne se résume malheureusement plus à un simple mouvement démocratique contre une dictature.

Au-delà d'un conflit où se focalisent à présent les déchirements interarabes, des luttes d'influences régionales et énergétiques ainsi que les profondes rivalités historiques entre Perses et Arabes mais aussi entre sunnites et chiites (Etats du Golfe, soutiens de l'opposition contre l'Iran, soutien du régime), la guerre civile en Syrie est devenue une guerre confessionnelle et communautaire (un régime alaouite soutenu par la plupart des autres minorités religieuses ou ethniques contre une opposition en majorité sunnite). Le problème qui se pose alors c'est que, de plus en plus, djihadistes et Frères musulmans s'imposent respectivement sur le terrain et dans les instances dirigeantes de l'opposition.

Bien sûr, si les gouvernements sunnites, notamment ceux de la Turquie, de l'Arabie saoudite et du Qatar, choisissent d'intervenir afin de soutenir leurs coreligionnaires sunnites contre le régime alaouite des Assad, c'est leur droit absolu. Cela serait même tout à leur honneur. Mais alors que la majorité des pays européens et même les Etats-Unis s'opposent à toute livraison d'armes lourdes à l'opposition, qu'est-ce que la Grande-Bretagne, et surtout la France, ont à gagner d'un tel engagement ?

Evidemment, les préoccupations humanitaires sont louables. Qui n'a pas envie de voir cesser des massacres ? Pourtant, reniant son rôle séculaire de protectrice des Chrétiens d'Orient, la France semble oublier le sort actuel et surtout futur des chrétiens de Syrie...Par ailleurs, livrer des armes aux insurgés est-il le meilleur moyen d'enrayer la spirale de la violence ? Lorsqu'on voit les « rebelles » syriens qui ont été aussi responsables d'atrocités, il est fort probable que la chute du régime d'Assad ne signifiera pas la fin de cette guerre civile. Au contraire, si les islamistes s'emparent (ce qui est fort probable) du pouvoir, le temps de la vengeance et des représailles sonnera ! Comme en Libye, la chute d'Assad peut alors très bien plonger non seulement la Syrie (ou ce qu'il en restera) comme toute la région dans le chaos.

L'intervention française au Mali était légitime et nécessaire. Actuellement, la France fait la guerre aux djihadistes dans les Ifoghas (Nord-Mali), quel intérêt aurait-elle alors à livrer des armes, notamment des missiles sol-air Mistral, qui risquent fort de finir entre les mains... d'autres djihadistes ?! Sauf à jouer le « supplétif » ou « l'idiot utile » de Doha, Paris n'a véritablement aucun intérêt à prendre une décision si incohérente.

Un Etat doit rester un « monstre froid ». La France ne doit pas voir le dossier syrien uniquement sous l'angle de l'humanitaire et encore moins sous l'angle de la sollicitude d'« amis » peu fiables...Elle doit plutôt appréhender la Syrie dans une vision géostratégique globale et surtout, en faisant passer avant toute chose sa propre sécurité.

Roland Lombardi

[Réagir](#)